

BRÈVES ÉCONOMIQUES Canada

Une publication du SER d'Ottawa
Semaine du 6 octobre au 13 octobre 2023

Actualité macroéconomique

Les distributeurs canadiens s'abstiennent de confirmer des baisses de prix sur les produits alimentaires

Les cinq grands distributeurs alimentaires canadiens (Costco, Walmart, Sorbey, Loblaws, Metro) se sont abstenus d'annonces concernant la stabilisation des prix des aliments. Le ministre de l'Industrie, François-Philippe Champagne, avait pourtant déclaré la semaine dernière que les distributeurs s'étaient engagés à se conformer aux demandes du gouvernement. Le gouvernement fédéral avait fixé un ultimatum aux distributeurs après s'être entretenu avec eux au sujet de l'inflation alimentaire : ces derniers devaient proposer des pistes d'ici *Thanksgiving* (9 octobre au Canada), sans quoi le gouvernement fédéral avait annoncé vouloir prendre unilatéralement des mesures en ce sens. Pour le moment, le gouvernement n'a fait aucune annonce en ce sens. L'inflation alimentaire s'élève à 6,3% en août 2023, après avoir plafonné à 9% de janvier à juin.

Les besoins de capitaux pour l'industrie minière devraient favoriser les fusions en 2024

Selon une étude du cabinet de conseil EY, l'industrie minière canadienne, et plus largement mondiale, devrait procéder à davantage de fusions et d'acquisition en 2024. La course aux capitaux afin d'explorer et développer les projets d'exploitation de

minéraux critiques nécessaires à la transition énergétique accentue la concurrence entre les entreprises du secteur. Selon ce rapport, cette tendance de fond est exacerbée par les politiques canadiennes, et plus largement occidentales de *de-risking* vis-à-vis de la Chine. Pour rappel, le gouvernement fédéral avait sommé trois fonds d'investissement chinois de liquider leurs actifs dans le secteur minier canadien en décembre 2022.

Le Bureau de la concurrence déplore une baisse de la concurrence depuis vingt ans

Une nouvelle étude du Bureau de la concurrence présentée lors du Sommet canadien de la concurrence révèle que l'intensité de la concurrence au Canada a diminué au cours des vingt dernières années. Matthew Boswell, Commissaire du Bureau, a souligné la nécessité du gouvernement fédéral, des provinces et des municipalités d'intervenir pour stimuler la concurrence dans le pays. Le gouvernement fédéral étudie encore les possibilités d'une large révision de la loi sur la concurrence, sans pour autant fournir de calendrier pour ces changements.

Le gouvernement fédéral investit 150 M CAD pour un nouveau terminal au Québec

Le ministre fédéral des Transports, Pablo Rodriguez, a annoncé un investissement de 150 M CAD (110 M€) pour la construction d'un terminal à conteneurs à Contrecoeur, à 70 km

au nord-est de Montréal. Cet investissement permettra de construire l'infrastructure nécessaire à l'agrandissement du port, notamment un quai de 675 mètres de long, un réseau ferroviaire relié au réseau existant et un parc de manutention de conteneurs. Pablo Rodriguez a présenté cette expansion comme importante pour prévenir les pénuries de

produits, telles que celles observées lors de la pandémie de COVID-19.

Entreprises

La Nouvelle-Ecosse, à travers Inceptio, rouvre la porte au pétrole et au gaz offshore

L'Office Canada-Nouvelle-Ecosse des hydrocarbures extracôtiers (OCNEHE) qui réglemente les activités pétrolières et gazières a attribué à l'entreprise Inceptio un permis d'exploration de 120 000 hectares à 290 km au large d'Halifax. Ce permis met fin à plus d'une décennie d'inactivité d'exploration dans le domaine des activités pétrolières et gazières. Le projet doit encore faire l'objet d'une autre demande auprès du même organisme avant de pouvoir forer des puits ou effectuer des tests sismiques. Les associations de défense de l'environnement de la province ont appelé la province à rejeter ce projet d'exploration, au risque de retarder les efforts de transition énergétique de la Nouvelle-Ecosse.

Après dix ans de présence à Montréal, Natixis s'implante à Toronto

Onze ans après être arrivé au Canada par Montréal, la banque d'investissement française, Natixis, a étendu sa présence au Canada en inaugurant le 10 octobre ses premiers bureaux à Toronto. Natixis, depuis la tour Brookfield Place sur Bay Street, accueillera une dizaine de banquiers d'investissement. Elle devrait également tirer profit de ces nouveaux bureaux pour élargir ses effectifs d'ici la fin de l'année, sans préciser le nombre de personnes qui devraient arriver dans les bureaux torontois de la banque. Natixis Canada est particulièrement actif en assistant les investisseurs institutionnels comme les fonds de pension canadiens, les asset managers et les grandes compagnies d'assurances canadiennes avec une implantation internationale.

Grève éclair des travailleurs canadiens des usines GMC en Ontario

Le syndicat canadien des travailleurs de l'automobile Unifor a lancé une grève en début de semaine contre General Motors, rejoignant ainsi la grève lancée côté américain. Plus de 4 300 ouvriers canadiens se sont déclarés en grève mardi. En moins de 24 heures, Unifor a annoncé être parvenu à un accord de principe avec le constructeur automobile, la deuxième en un mois. Cette nouvelle tentative d'accord intervient un mois après qu'un premier accord de principe ait été remis en cause par la majorité des ouvriers représentés par Unifor, ces derniers se plaignant de la faiblesse de certaines dispositions relatives à l'emploi partiel et le régime de pension. Ce nouvel accord doit maintenant être soumis au vote des grévistes.

Enbridge demande un programme national de garantie des prêts aux autochtones

Le PDG de la compagnie pétrochimique canadienne Enbridge, Greg Ebel, s'est prononcé en faveur d'une plus grande participation des Premières nations dans le financement des grands projets d'exploitation des ressources naturelles. Il a ajouté qu'un soutien du gouvernement fédéral, à travers l'accord de prêts garantis pour doter les communautés autochtones de capitaux suffisants pour assurer leur représentation dans les entreprises pétrolières et gazières, était nécessaire. Cette solution existe déjà en Alberta, l'Ontario et la Saskatchewan. Selon lui, il s'agit d'une condition nécessaire pour accélérer le développement des projets d'exploitation sur des terres localisées sur des territoires autochtones.

Les résultats économiques de la semaine passée

Indicateur	Résultats
Résultats des nouvelles attributions de permis de construire pour le mois d'août	+3,4% en août par rapport à juillet, contre +0,5% prévu
Emission d'obligations du gouvernement fédéral à 5 ans	Emission à 4,122%

L'agenda économique de la semaine prochaine

Indicateur	Date de publication
Résultats des ventes de produits manufacturés et vente de gros pour le mois d'août	16-octobre
Taux d'inflation pour le mois de septembre	17-octobre
Nouvelles mises en construction de logements pour le mois de septembre	17-octobre
Ventes de nouveaux véhicules pour le mois d'août	17-octobre
Evolution de l'indice du prix des matières premières pour le mois de septembre	19-octobre
Emission d'obligations du gouvernement fédéral à 10 ans	20-octobre
Résultats définitifs des ventes de détail pour le mois d'août et résultats préliminaires pour le mois de septembre	20-octobre

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsables de la publication : Morgan Larhant, Maxime Augé, SER d'Ottawa

Rédaction : Jean-Toussaint Battestini, SER d'Ottawa

Abonnez-vous [aux brèves hebdomadaires des Services économiques français au Canada !](#)